

Les USA à la base de l'annulation d'un contrat mafieux avec le Burundi

@rib News, 14/01/2011 L'ambassadrice des Etats Unis au Burundi, Mme Pamela Slutz, s'est montrée satisfaite par l'annulation d'un contrat d'achat du matériel de sécurité et de communication entre la compagnie américaine AAE System Inc et le Gouvernement burundais. Dans une interview accordée à Isanganiro, une radio privée locale, Mme Pamela Slutz a défendu AAE System affirmant que c'est une « compagnie respectée aux Etats Unis et même dans le monde avant d'ajouter que l'entreprise avait signé ce contrat avec le Gouvernement burundais. L'ambassadrice des Etats Unis au Burundi est en outre dite étonnée par le fait que les négociateurs burundais qui représentent le Gouvernement n'avaient pas de compétences ou tout simplement l'autorité légale de faire ces deals. L'équipe des Burundais qui se sont présentés comme représentants du Gouvernement du Burundi dans ces négociations, n'avaient pas l'autorité légale de représenter le Burundi », a déclaré Pamela Slutz. Quant à constater que cette équipe n'avait pas de compétence de signer les contrats ou de négocier, elle a initié les procédures d'annulation du contrat », a déclaré l'ambassadeur des Etats Unis au Burundi, ajoutant qu'un acte de renonciation mutuelle entre AAE Systems et le Gouvernement burundais avait été signé le 7 janvier 2011. Pour rappel, c'est la fête de Noël que le président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) avait alerté l'opinion sur un grand scandale politico-financier sans précédent. Ce marché qui avait été conclu entre le Burundi et AAE System devrait coûter au pays plus de 600 millions de dollars américains et avait été signé entre cette compagnie et le Gouvernement burundais représenté par Tabu Abdallah, à l'époque ministre du Plan de la Reconstruction et aujourd'hui conseiller principal chargé des affaires économiques à la présidence de la République. Le président de la République Pierre Nkurunziza ne cesse cependant de promettre que les corrupteurs et corrompus seront châtiés sans pitié. Cela n'est pas bien perçu par ceux qui luttent contre la corruption au Burundi qui trouvent plutôt que le président manque de volonté politique pour le faire. Le Burundi est classé par Transparency International comme le pays le plus corrompu de la région de l'Afrique de l'Est, suivi par l'Ouganda. [MG]